

# RAPPORT ANNUEL 2017



COGINTA

Maison Internationale de l'Environnement (MIE 2)

7 chemin de Balxert, Châtelaine

CH-1219 Genève, Suisse

Tel. 022.796.01.05

Email: [admin@coginta.org](mailto:admin@coginta.org)

COGINTA

Représentation Régionale

Immeuble Rmaiti, Blob, 4ème étage

Coléah, Commune de Matam, Conakry

République de Guinée

COGINTA

Représentation régionale

B.P. 5536 Quartier Klémat

2ème Arrondissement, Rue 3044, N'Djaména

Tchad

© COGINTA, 2017

---

# TABLES DE MATIÈRES

---

I. RÉSUMÉ EXÉCUTIF .....	1
II. PRÉSENTATION DES PROJETS PAR RÉGION .....	2
III. INFORMATIONS FINANCIÈRES .....	16
IV. NOUVELLES INITIATIVES .....	18
V. DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL .....	19
VI. REMERCIEMENTS .....	20

# I RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Coginta poursuit son développement organisationnel et programmatique qui en fait aujourd'hui un acteur reconnu de la gouvernance sécuritaire et de réforme du secteur de la sécurité dans les pays en situation de fragilité ou post-crise. En 2017, sa croissance s'est poursuivie à un rythme soutenu notamment par l'attribution de plusieurs projets importants dans le domaine de la RSS. La présence de Coginta au Tchad s'est renforcée par l'ouverture d'un nouveau bureau à Bol, dans la région du Lac Tchad. En Guinée, les équipes sont également étoffées et une nouvelle directrice pays devrait entrer en fonction au cours du 1er trimestre 2018. La collaboration étroite avec nos partenaires stratégiques – B&S Europe, PartnersGlobal, Académie de police de Savatan – s'est poursuivie et même renforcée. Les modalités d'un partenariat stratégique et opérationnel avec la direction générale de la gendarmerie nationale française sont en cours de discussion et devraient déboucher sur la signature d'un protocole de coopération au cours du 1er trimestre 2018. Enfin, Coginta a rejoint l'initiative des Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme en août 2017.

# II

## PRÉSENTATION DES PROJETS PAR RÉGION

En 2017, Coginta a mis en œuvre des projets en Bulgarie, au Tchad, en République de Guinée, en République démocratique du Congo, au Mali, en Suisse, en Côte d'Ivoire et en Roumanie.

## Gestion du Fonds sécurité en Bulgarie

Projet ID: BUL

Partenaires: Coopération suisse, Gouvernement bulgare,  
Police cantonale de Neuchâtel, Académie de police de  
Savatan, Police cantonale genevoise

Source de financement : Confédération suisse

Financé par la Coopération suisse (DDC) et dans le cadre d'un consortium comprenant TC-Team Consult et le DCAF, Coginta a poursuivi son mandat de supervision qualitative et financière d'un portefeuille de projets. Les projets comprennent une assistance à la Commission nationale bulgare de lutte contre la traite des êtres humains, un appui technique à la mise en place d'un nouveau curriculum en sciences forensiques au sein du ministère de l'Intérieur, une assistance à la révision des formations au sein de l'académie du ministère de l'Intérieur sur les droits de l'homme et la construction d'une infrastructure permettant un apprentissage avec des exercices pratiques, un appui à la police nationale dans l'acquisition de scanners de reconnaissance de plaques d'immatriculation et un appui à la police nationale bulgare dans la prévention de la délinquance juvénile.

En 2017, les résultats principaux des projets en Bulgarie sont l'équipement d'un laboratoire de sciences forensique pour l'académie du ministère de l'Intérieur, la mise en place d'une base de données informatisée sur la délinquance juvénile permettant la gestion des cas, la construction d'une infrastructure de l'académie du ministère de l'Intérieur pour simuler des situations réelles (finalisée à 90%), l'équipement de 23 véhicules de police de scanners de reconnaissance de plaques d'immatriculation et leur connexion au système d'alerte de Schengen ainsi que l'ouverture de deux centres d'accueil pour victimes de traites d'êtres humains à Sofia.



## Gestion du Fonds sécurité en Roumanie



Projet ID: ROM

Partenaires: Coopération suisse (DDC), Gouvernement roumain, Académie de police de Savatan, Police fédérale suisse, Police cantonale de Genève, Journalism Development Network, Basler Institute for Governance

Source de financement : Confédération suisse

Coginta et TC-Team Consult ont obtenu en 2017 une extension jusqu'en 2019 du mandat avec la Coopération suisse (DDC) pour la supervision des projets du Fonds de sécurité en Roumanie. Les projets supervisés par Coginta en cours portent sur le renforcement des capacités de la gendarmerie roumaine avec un volet d'assistance au secours aérien en haute montagne, l'introduction de la police de proximité dans une sélection de communes rurales de Roumanie, un partenariat avec la Police fédérale suisse dans le domaine du trafic d'êtres humains ainsi qu'un soutien à une ONG spécialisée dans le journalisme d'investigation. En 2017, 3 formations de la Rega sur l'hélicoptère ont pu être délivrées à la gendarmerie nationale dans le cadre du secours en montagne ; des micro-projets dans le domaine de la police de proximité dans des zones défavorisées de Roumanie ont été financés ; les procédures d'achat pour l'installation de 17 salles d'audition ont débuté pour les unités locales de lutte contre la traite des êtres humains ; une semaine de collaboration avec la police fédérale pour l'identification de victimes bulgares de traite en Suisse a été organisée ; un officier roumain a été détaché pendant plusieurs mois à Genève pour faciliter des enquêtes ; une association spécialisée dans les investigations journalistiques contre le crime organisé a été soutenue.



## Police cantonale genevoise : Réalisation du diagnostic local de sécurité des communes de Genève, Vernier, Meyrin, Carouge et Plan-les-Ouates

Projet ID: GVA

Partenaires: Police cantonale genevoise, communes de Genève, Vernier, Meyrin, Carouge et Plan-les-Ouates

Source de financement: Canton de Genève



Pour le compte du canton de Genève, depuis 2009 Coginta réalise tous les trois ans le diagnostic local de sécurité de la police cantonale genevoise ; celui-ci se base sur un sondage représentatif auprès de la population, des données du central d'engagement et des statistiques criminelles. Le diagnostic local de sécurité 2016 a été réalisé également pour la ville de Genève et plusieurs

communes qui se sont associées à l'exercice : Vernier, Meyrin, Plan-les-Ouates et Carouge. Le diagnostic a été publié par la police cantonale genevoise et est disponible sur son site (<https://www.ge.ch/document/diagnostic-local-securite-police-cantonale-geneve-2016>).



## Réalisation de diagnostics et plans locaux de sécurité à Mbuji Mayi et Lubumbashi

Projet ID: CON

Partenaires: OIM, Police nationale congolaise, communes de Kampemba, Annexe, Ruashi, Bipemba et Muya

Source de financement : Département d'Etat américain, Bureau International des Stupéfiants et de l'Application de la Loi (INL)

Coginta a poursuivi en 2017 son mandat d'assistance à l'introduction de la police de proximité en République démocratique du Congo. En août 2017, 3'000 entretiens ont été réalisés dans la ville de Mbuji Mayi pour analyser l'impact de l'introduction de la police de proximité après 8 mois d'exercice. En octobre, en association avec l'école de criminologie de l'Université de Lubumbashi, une nouvelle série de 3'000 entretiens ont été conduits dans la ville de Lubumbashi pour mesurer l'impact du projet dans cette ville. L'étude d'impact pour la ville de Mbuji Mayi a été présentée aux autorités en décembre 2017. Le rapport pour Lubumbashi sera présenté début 2018. Les deux études recourent à un indice d'insécurité conçu par Coginta et ont adopté une approche quasi-expérimentale permettant le calcul de coefficients d'impact fiables.



## Projet de renforcement des capacités des écoles de gendarmerie

Projet ID: MLI

Partenaires: MDF Consulting, Université de Leiden, Ecole de Gendarmerie du Mali

Source de financement : NICHE

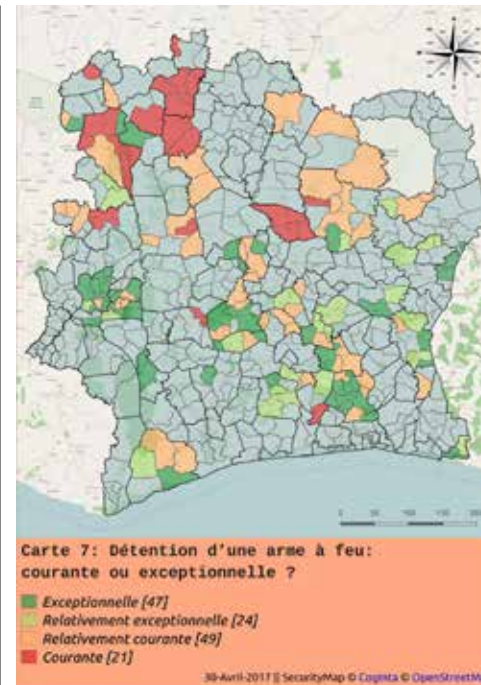
Au sein d'un consortium dirigé par MFP-Consulting, Coginta est chargé de mobiliser une expertise policière de haut niveau et d'organiser des visites d'études pour le personnel de direction de l'école de gendarmerie du Mali. Ce projet d'une durée totale de 4 ans est financé par NUFFIC, une agence de coopération néerlandaise dans le domaine de l'enseignement supérieur. En juillet 2017, Coginta a organisé pour une délégation de 4 membres de l'école de gendarmerie malienne une visite aux écoles de gendarmerie du Sénégal. Cette visite était conduite par le Colonel Bergonzoli, directeur de l'Académie de Savatan, avec qui Coginta a un partenariat permanent depuis 2014. Un expert dans le domaine de la preuve numérique a débuté sa mission en décembre 2017 pour monter une formation spécifique dans ce domaine prévue pour le courant 2018.

## Etude sur la fabrication artisanale des armes à feu

Projet ID: CI

Partenaires: Programme des Nations Unies pour le Développement, Commission nationale des Armes légères et de petits calibres (COMNAT-ALPC)

Source de financement : PNUD



Coginta a été mandaté par le PNUD en Côte d'Ivoire pour réaliser une étude sur la fabrication artisanale des armes à feu dans le pays. L'étude, qui a été présentée au premier semestre 2017, s'inscrit dans les travaux de la Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des armes légères et de petit calibre (ComNat-ALPC) qui considère le contrôle de la production artisanale d'armes à feu comme l'un de ses axes prioritaires de travail et poursuit l'objectif d'harmoniser la législation nationale avec la convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes.

## Appui au renforcement de la police de proximité et à la dépollution pyrotechnique en Guinée

Projet ID: POLPROX

Partenaires: CIVIPOL-Conseil, FIAP, ministère de la Sécurité et de la protection civile, autorités locales des communes de Matam, Matoto, Ratoma, Coyah et Dubréka

Source de financement : Union européenne, Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP)

En partenariat avec CIVIPOL Conseil, Coginta poursuit sa contribution à l'introduction de la police de proximité dans les communes de Matam, Matoto et Ratoma. Financé par l'Instrument contribuant à la Paix et à la Stabilité (IcSP), ce projet a pour objectif de renforcer les capacités des commissariats centraux et urbains des zones pilotes, de restaurer le lien de confiance entre la population et la police et de finaliser la campagne de dépollution pyrotechnique /destruction de munitions dangereuses sur le site de Kindia.

En 2017, Coginta a accompagné les conseils locaux de sécurité et de prévention de la délinquance des communes de Matam, Matoto et Ratoma dans la rédaction de plans locaux de sécurité, et poursuivi son action en faveur des chefs quartier notamment au travers des nombreux fora locaux de sécurité organisés à l'échelle des quartiers.

Sur le plan de la communication interne/externe du ministère de la Sécurité et de la protection civile, Coginta a produit 4 numéros de la lettre trimestrielle d'information (SECURITE INFOS) du ministère de la Sécurité et de la protection civile ainsi que 4 émissions radio (EN TOUTE SECURITE) qui ont



été rediffusées à plusieurs reprises sur les ondes de la radio Lynx FM. Au début de l'année 2017, Coginta a accompagné le cabinet du ministre en charge de la Sécurité et de la protection civile dans l'organisation de deux conférences de presse.

Dans le cadre de l'initiative des policiers référents, 55 séances de sensibilisation ont été organisées au profit de 3'812 collégiens et lycéens. Les sensibilisation ont porté sur le rôle de la police nationale, l'éducation à la citoyenneté, la prévention de la violence en milieu scolaire, la lutte contre la cybercriminalité, la prévention contre la toxicomanie et la circulation des armes légères, les droits des enfants et la prévention des violences basées sur le genre.

## Projet d'appui à la réforme du secteur de la sécurité en République de Guinée (PARSS)

Projet ID : PARSS

Partenaires : B&S Europe, Commission technique de suivi RSS, ministère de la Sécurité et de la protection civile

Source de financement: Union européenne



En partenariat avec B&S Europe, Coginta a poursuivi sa contribution au Projet d'appui à la réforme du secteur de la sécurité en République de Guinée (PARSS) financé par le Fonds européen de développement. L'appui au Comité national de pilotage de la réforme du secteur de la sécurité (CNP-RSS) a permis inter alia la mise en place d'outils pour le suivi-évaluation des activités de la SNAP et de faire des propositions de restructuration des organes du CNP-RSS.

Suite à l'adoption de la politique nationale de gestion des ressources humaines des forces de sécurité, le projet a mis en place une stratégie de mise en œuvre de la politique notamment par la création d'un comité de pilotage au niveau du Ministère de la fonction publique, la sélection et la formation de 60 agents de saisie, la formation à la GRH de 270 chefs de service et de 225 agents des pools de gestion des services déconcentrés), la validation de tous les textes de gestion du recrutement et des carrières, le lancement et suivi de la notation des personnels du MSPC, ainsi que la réhabilitation des locaux et l'affectation de moyens bureautiques et informatiques à la DRH du MSPC. Sur le plan disciplinaire, le projet a procédé à la formation

des membres du Conseil de discipline et appuyé l'organisation des premières sessions. L'audit fonctionnel et organisationnel a été finalisé et une synthèse a été remise officiellement au MSPC. Une cartographie du dispositif de sécurité intérieure a été initiée et sera présentée aux autorités guinéennes au cours du premier trimestre 2018. Enfin, à la demande des autorités guinéennes, une assistance technique a été mise à disposition de la direction générale de l'Ecole nationale de police et de protection civile pour le lancement des premières formations de policiers.

Sur le plan des capacités opérationnelles du MSPC, le projet a accompagné la refonte de l'Inspection générale des services de sécurité (sélection et formation du personnels, rédaction des documents permettant la réalisation des enquêtes et des audits, fourniture de moyens roulants, bureautiques et informatiques, accompagnement dans l'accompagnement des missions). Enfin, il a été procédé à la remise officielle au Premier Ministre de la politique nationale de gestion des risques et des catastrophes et à la rédaction du décret de création de l'agence nationale de gestion des risques et des catastrophes.



## Partenaires pour la sécurité: Les citoyens et la police collaborent pour la sécurité en Guinée

Projet ID: INL SECURITE

Partenaires: PartnersGlobal, Partners West Africa, ministère de la Sécurité et de la protection civile, Police nationale guinéenne (PNG), Ecole nationale de police et de protection civile, autorités communales de Dixinn et Kaloum

Source de financement : Département d'Etat américain, Bureau international des stupéfiants et de l'application de la loi (INL)



Coginta, PartnersGlobal et CECIDE collaborent depuis avril 2015 pour améliorer la sécurité à travers le renforcement des services de police orientés vers les communautés et le rétablissement de la confiance entre la police et la population dans les communes de Dixinn et Kaloum. En 2017, Coginta a poursuivi son appui à l'Ecole nationale de police et de protection civile - qui a ouvert ses portes en septembre 2016 - notamment par la formation de formateurs et l'élaboration de modules de formation sur la police de proximité. Par ailleurs, suite à la réalisation du diagnostic local de sécurité des communes de Dixinn et Kaloum, Coginta a accompagné le développement des plans locaux de sécurité et le lancement d'un appel à candidatures auprès des organisations de la société civile pour la mise en œuvre de micro réalisations en matière de prévention de la délinquance. Afin de promouvoir l'introduction de la police de proximité à Dixinn et Kaloum, Coginta et ses partenaires ont organisé en avril 2017 deux journées d'échanges et de présentation des réalisations par les associations de jeunes et de femmes, et un film promotionnel sur l'introduction de la police de proximité a été réalisé. Coginta a également poursuivi son appui à l'organisation des fora locaux de sécurité à l'échelle des quartiers.

## Partenaires pour l'accès à la justice en Guinée : l'opérationnalisation des maisons de justice

Projet ID: ACCESS

Partenaires: PartnersGlobal, CECIDE, Ministère de la Justice, Direction nationale de l'accès au droit et à la justice, Communes de Kindia, Kankan et Labé

Source de financement : Département d'Etat américain, Bureau International des Stupéfiants et de l'Application de la Loi (INL)

Coginta est membre d'un consortium dirigé par PartnersGlobal qui met en œuvre un projet visant à améliorer l'accès à la justice dans trois grandes villes provinciales de Guinée : Kindia, Kankan et Labé. Ce projet de deux ans qui a démarré en août 2017 est financé par le département d'Etat américain. Le projet accompagnera la transformation des Centres d'information de proximité (CIP) en Maisons de justice qui mettront en œuvre le principe d'une « justice de proximité » et rapprocheront la justice des justiciables. En 2017, des équipes d'enquêteurs de Coginta ont réalisé un sondage dans les trois villes ainsi qu'une ville de contrôle - N'Zérékoré - pour mesurer le niveau d'accès à la justice formelle des résidents et leur connaissance des Centre d'information de proximité. Ce sondage servira à la programmation des activités de formation et de sensibilisation et à l'étude d'impact du projet qui sera réalisée en 2019.



# Projet de mise en œuvre et de gestion d'un système de suivi-évaluation des impacts des projets du 10ème Fonds européen de développement en République de Guinée

Projet ID: SEFED

Partenaires: Délégation de l'Union européenne en Guinée, l'Observatoire national de la République de Guinée (ONRG)  
 Source de financement : Union européenne, 10ème Fonds européen de développement (FED)

Depuis la fin 2015, Coginta collabore au sein d'un consortium avec l'Observatoire national de la République de Guinée (ONRG) dans la mise en œuvre d'un projet de suivi et d'évaluation d'impact du 10ème FED de l'Union européenne en Guinée. Le projet crée un système de suivi-évaluation à deux niveaux qui permet de fournir à la délégation de l'Union européenne en Guinée un tableau de bord synthétique pour suivre au plus près les impacts des projets du FED qu'elle soutient au regard des objectifs globaux de son aide au développement, de mesurer et d'apprécier la pertinence des actions et l'efficacité des crédits engagés. Le système permet également aux différents acteurs (bénéficiaires, administrations, techniciens, responsables des actions...) de chaque projet de disposer d'un tableau de bord détaillé permettant, dans le cadre d'un processus participatif, une bonne gouvernance et une adaptation régulière des actions engagées. Au cours du premier trimestre 2017, Coginta a finalisé la collecte des données de l'enquête de référence des projets PARJU, PARSS, PARFIP et PASDD. Les résultats obtenus ont été présentés au comité de pilotage qui s'est tenu en octobre 2017. En novembre 2017, Coginta a procédé à la préparation de la 2ème série d'enquête qui a démarré au mois de décembre et qui se poursuit au moment de la rédaction de ce rapport annuel d'activités





## Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme

Projet ID: GLN

Partenaires: Petrochad

Source de financement : Glencore

Coginta a été accepté en août 2017 par l'assemblée générale des Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme comme organisation engagée. Ce statut devra être confirmé en 2018. Dans le cadre de cette initiative, Coginta a été mandaté par PetroChad, une filiale de Glencore au Tchad, pour réaliser des formations en matière de droits de l'homme selon l'esprit des Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme. Deux formations pour formateurs de deux jours ont été organisées en février et mars 2017 à N'Djamena et un manuel de formation a été conçu dans le cadre de ce projet. Le 23 août 2017, Coginta a également co-organisé avec l'ONG Bantai Kita à l'université des Philippines une séance d'information sur les principes volontaires avec la participation de plusieurs ONG locales.



## Projet de renforcement du contrôle des frontières lacustres et fluviales afin de promouvoir la sécurité des populations et des activités socioéconomiques face aux activités criminelles et à la menace terroriste

Projet ID: FRONTCHAD

Partenaires: Délégation de l'Union européenne au Tchad, ministère de la Sécurité publique et de l'immigration, direction générale de la Police nationale, direction de l'Immigration-émigration, sous-direction de la Police de l'air et des frontières, Compagnie de sécurité nautique

Source de financement : Union européenne, Instrument contribuant à la stabilité et à la paix (IcSP)

Financé par l'Instrument contribuant à la Paix et à la Stabilité (IcSP) de l'Union européenne, ce projet a pour objectif l'amélioration du contrôle des frontières fluviales et lacustres par la création d'une Compagnie de sécurité nautique au sein de la Police nationale tchadienne. Ce projet, initialement prévu pour une période de 18 mois, a été étendu jusqu'au 30 septembre 2017.

8 postes frontières autonomes et 1 poste avancé au niveau de la Présidence ont été construits dans les localités de Bongor, Katoa, Logone Gana, Koundoul, Nguéli, Mara, Guitté et Bol et un siège de commandement



opérationnel a été installé à N'Djamena/Farcha. La Compagnie de sécurité nautique a obtenu 13 nouvelles embarcations fluviales totalement adaptées à ses missions, de nombreux équipements individuels et collectifs ainsi que du matériel radio communication.

Par ailleurs, 110 agents ont été formés au pilotage et à la navigation, 80 agents à la maintenance des embarcations nautiques, 177 agents à la natation et au sauvetage/premiers secours, 300 agents aux gestes techniques et professionnels en intervention, 47 agents sur les techniques de collecte, d'analyse et de gestion du renseignement, et 50 agents ont été sensibilisés aux risques liés aux mines dans les zones d'intervention du projet.

Afin de renforcer la bonne gouvernance de la CSN, 24 agents ont été formés à la gestion des ressources humaines, 169 agents ont été formés sur l'éthique, la déontologie policière et les droits de l'homme et un règlement d'emploi de la Compagnie de Sécurité Nautique a été rédigé et imprimé en 250 exemplaires.

## Projet d'appui à la formation et à la sécurité publique au Tchad

Projet ID: SECUTCHAD

Partenaires: ministère de la Sécurité publique et de l'immigration, ministère délégué à la Présidence de la République chargé de la Défense nationale, ministère de l'Administration du territoire et de la gouvernance locale, ministère de l'Economie et de la planification du développement, direction générale de la Police nationale, direction générale de la Gendarmerie nationale, Garde nationale et nomade du Tchad, Gouvernorat de la région du Lac Tchad, Commune de Bol  
Source de financement : Union européenne, Fonds fiduciaire d'urgence pour le Sahel

Ce projet qui a démarré en avril 2017 et qui est mis en œuvre à N'Djamena, dans les régions du Mayo Kebbi, du Chari Baguirmi, du Lac et du Kanem, dans les couloirs de transhumance et sur des axes soumis à d'importants flux de personnes et de marchandises, s'inscrit dans le cadre de la stratégie de l'Union européenne en faveur de la stabilité et de la lutte contre les causes profondes de la migration irrégulière et le phénomène des personnes déplacées en Afrique. Il a pour objectif le renforcement des capacités des forces de sécurité intérieure à assurer leur mission au quotidien et le rétablissement de la confiance avec les populations locales. A travers une logique de concentration des efforts (géographie/thématique), ce projet repose sur une complémentarité entre des actions de formation continue des forces de police et de gendarmerie, une amélioration des conditions de

travail à travers la construction de nouvelles infrastructures, la dotation en équipement individuel et collectif, et un renforcement du maillage territorial par une meilleure interopérabilité des forces de sécurité intérieure.



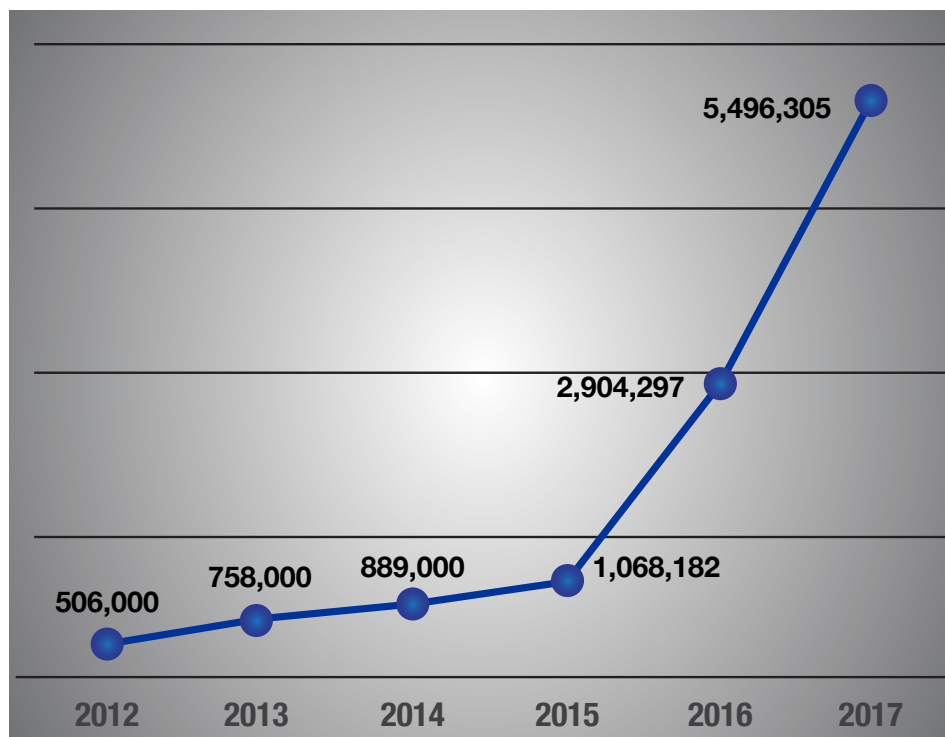
Depuis avril 2017, de nombreuses initiatives ont été entreprises. Ainsi, dans le cadre des infrastructures, les plans architecturaux ont été conçus et validés par les bénéficiaires. Certains sites dédiés aux constructions sont identifiés et les certificats d'attribution des parcelles ont été fournis par les autorités compétentes des localités ciblées par le projet. Plusieurs appels d'offre relatifs à l'acquisition d'équipements individuels et collectifs et au dispositif de radio communication ont été lancés. Dans le cadre de l'appui au Centre commun de formation des cadres de la sécurité intérieure (CCFCSI) et au Centre commun d'entraînement aux techniques d'intervention (CCETI), trois documentalistes ont été formés et quatre véhicules de transport collectif ont été remis aux deux centres. Un projet de code de déontologie pour la Gendarmerie nationale et la Garde nationale et nomade du Tchad ainsi qu'une charte commune aux trois forces de sécurité intérieure (Police gendarmerie et GNNT) ont été élaborés. En matière de formation, 36 commandants de compagnie et de leurs adjoints ont été formés dans l'exercice des missions de sécurité du quotidien et la gestion de leurs moyens. Par ailleurs, 20 commandants de brigade et leurs adjoints ont été formés en management et commandement opérationnel ; 38 gendarmes ont bénéficié d'une formation en recyclage sur la sécurisation de l'espace humanitaire ; 28 officiers et sous-officiers de la Gendarmerie ont été formés en qualité de formateurs pour la sécurisation de l'espace humanitaire dans la région du Lac ; et 49 gendarmes dont 4 officiers et 45 sous officiers ont été formés à la natation et aux premiers secours dans le cadre de la mise en place des brigades fluviales et lacustres.

---

# III

## INFORMATIONS FINANCIÈRES

En 2017, Coginta a poursuivi sa croissance soutenue avec un volume de recettes qui s'établit à 5'496'303 EUR.



Montants en EUR	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Recettes	506'000	758'000	889'000	1'068'182	2'904'297	5'496'305
Progression annuelle		50%	17%	20%	172%	189%
Actifs circulants	42'204	156'073	184'360	330'075	1'964'683	3'565'548
Financements reçus d'avance	31'548	144'604	172'173	302'912	1'845'918	3'147'906

Rapport de l'auditeur au Comité de l'association

Association Coginta

Mesdames, Messieurs,

Conformément au mandat qui nous a été confié, nous avons procédé à un examen succinct des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) de l'Association Coginta pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2017.

Ces comptes annuels relèvent de la responsabilité du comité, alors que notre responsabilité consiste à émettre un rapport sur les comptes annuels sur la base de notre examen succinct.

Nous avons effectué notre examen succinct selon la *Norme d'audit suisse 910 « Revue (examen succinct) d'états financiers »*. Cette norme requiert que l'examen succinct soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalie significative. Un examen succinct comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de l'association et des procédures analytiques appliquées aux comptes annuels. Il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit, et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen succinct, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les comptes annuels ne correspondent pas au cadre légal et aux statuts.

Comtesas + Gerficom SA

Fabrice Gouthière  
Expert réviseur agréé  
Agrément n° 105145

Giuseppe Lamicela  
Agent fiduciaire diplômé  
Réviseur agréé  
Agrément n° 110703

Genève, le 27 février 2018  
FIDUCIAIRE

Annexes : - comptes annuels  
(bilan total CHF 3'963'354.27, compte de résultat, annexe)



# IV

## NOUVELLES INITIATIVES

---

S'inspirant des études sur la pauvreté, Coginta a développé un indice d'insécurité multidimensionnel qui permet de mesurer à partir d'un indicateur unique et standardisé l'incidence de l'insécurité, l'incidence de l'extrême insécurité ou encore la vulnérabilité face à l'insécurité au niveau municipal. Cet outil est particulièrement adapté aux diagnostics locaux de sécurité et aux études d'impact dans le domaine sécuritaire. En 2017, pour la première fois, l'outil a été appliqué également à la problématique de l'accès à la justice en République de Guinée.

Coginta a également développé un outil d'aide à la décision cartographique afin de permettre aux autorités guinéennes de mieux définir les priorités en matière d'implantation des services/unités, de gérer des constructions et de réhabilitations des infrastructures et d'ajuster les effectifs et les moyens logistiques et opérationnels dans la perspective d'améliorer la performance du service public et de répondre aux attentes de la population en matière de protection. L'ensemble des informations collectées est présenté sous forme de cartes interactives disponibles sur une plateforme dédiée. En 2018, il est prévu de former le personnel des ministères de tutelle afin qu'ils soient en mesure d'administrer cet outil de manière autonome.

En août 2017, Coginta a été acceptée par le plenum comme Participant engagé à l'initiative des Principes volontaires sur la sécurité et les droits de l'homme, concrétisant ainsi un engagement sur le terrain où l'association promeut l'initiative dans les pays où elle est active. En effet, un cadre politique et normatif se développe depuis plusieurs années pour responsabiliser les industries extractives sur les questions de sécurité et de droits de l'homme dans les pays où elles interviennent. Les investisseurs dans des projets miniers de grande ampleur sont confrontés à de sérieux défis lorsqu'il s'agit de sécuriser leurs investissements, d'assurer la protection de leurs installations, de leurs équipements, de leur personnel local et expatrié, et d'assurer une cohabitation pacifique avec les populations locales. En 2017, Coginta a notamment formé des gestionnaires de sécurité de la filiale de Glencore (PetroChad) au Tchad et élaboré un manuel du formateur sur les Principes volontaires ainsi que divers supports promotionnels. En 2018, une mission exploratoire sera organisée en République de Guinée afin d'évaluer les besoins de renforcement de la sécurité publique dans plusieurs localités minières.

# V

## DÉVELOPPEMENT ORGANISATIONNEL

---

Pour accompagner le développement de Coginta, un nouveau directeur administratif et financier a été recruté au siège de Genève. Le Comité de direction s'est fixé pour objectif de consolider les processus administratifs, renforcer les mesures de contrôle interne, favoriser la certification des comptes selon les recommandations de SWISS GAP, et harmoniser les procédures de gestion financière des projets selon les exigences des donateurs. En outre, une première révision du manuel de gestion administrative et financière des projets a été effectuée en mars 2017. Depuis lors, de nouvelles procédures en matière de recrutement du personnel local, de gestion des experts internationaux, de gestion comptable ont été élaborées et seront soumises à validation lors de la prochaine Assemblée Générale de l'association



# VI

## REMERCIEMENTS

---

Nous adressons nos chaleureux remerciements à l'ensemble de nos partenaires techniques et financiers, et aux autorités des pays hôtes, pour la confiance qu'ils nous ont témoignée au cours de l'année 2017 et dont le soutien s'est manifesté de façon multiple.

Nous tenons à remercier tout particulièrement les partenaires suivants :

- *Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)*
- *Délégation de l'Union européenne en République de Guinée*
- *Délégation de l'Union européenne en République du Tchad*
- *Département d'Etat américain*
- *Organisation internationale pour les Migrations (OIM)*
- *Programme des Nations Unies pour le Développement*
- *Fonds d'équipement des Nations Unies*
- *Police cantonale de Genève*
- *Académie de police de Savatan*
- *TC Team Consult*
- *Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF)*
- *B&S Europe*
- *PartnersGlobal*
- *Partners West Africa*
- *CECIDE*
- *CIVIPOL-Conseil*
- *Observatoire National de la République de Guinée*
- *Ecole de criminologie de l'Université de Lubumbashi*



**COGINTA**  
For police reforms and  
community safety

The logo features the word "COGINTA" in a bold, white, sans-serif font. The letter "O" is replaced by a stylized orange and white target symbol. Below the main text, the tagline "For police reforms and community safety" is written in a smaller, white, sans-serif font. The entire logo is centered on a blue background with a collage of circular images showing various people in professional and community settings.